

L'AN V d'Obama

Entretien avec Russell Banks

Le Nouvel Observateur 9 janvier 2014

Le Nouvel Observateur : Vous avez compté parmi les premiers partisans d'Obama. Engagé à gauche depuis toujours, vous avez voté pour lui à deux reprises en 2008 et 2012. Un an après le début de son second mandat, a-t-il saisi sa seconde chance ?

Russell Banks : F. Scott Fitzgerald a écrit qu'il n'y a pas de second acte dans la vie d'un Américain. Et ce en dépit de la croyance profondément américaine en l'idée qu'il est toujours possible de tout recommencer et d'avoir droit à une « seconde chance », de filer vers la Frontière selon la formule de cette autre icône littéraire américaine qu'est Mark Twain et de repartir de zéro. Depuis que ce pays existe, les Américains ont toujours cru en la possibilité d'une seconde chance. C'est un mythe puissant et enraciné dans notre récit national : on le retrouve tout au long de l'histoire de l'immigration, dans la mythologie de la Frontière ainsi que dans la rhétorique de nos textes sacrés, la Déclaration d'indépendance et la Constitution des Etats-Unis. Mais, en mettant ce mythe à l'épreuve du caractère immuable de la mentalité des hommes, de leur résistance acharnée à toute forme de changement quelle que soit la volatilité de la situation, Fitzgerald s'est rendu compte que ce mythe était totalement creux. En tant que romancier, il croyait davantage en la réalité fondamentale de notre caractère que dans les chimères du changement. Je suis bien obligé d'être d'accord avec lui. Je suis désolé mais pas surpris de constater que le Barack Obama que nous avons réélu en 2012 est exactement le même que celui que nous avons élu en 2008. Pendant quatre ans, il s'est montré prudent et distant, il a été très politique et il s'est appuyé sur une coterie fermée de conseillers et de confidents en qui il avait pleine confiance. Il n'a pas été capable de contrôler son appareil militaire et sécuritaire et il n'a pas su faire déboucher sa rhétorique multilatérale flamboyante et parfois à la limite du populisme sur des actions concrètes. Aujourd'hui, alors qu'il achève la première année de son second mandat, Obama est exactement le même homme en janvier 2014 qu'en janvier 2009, en dépit des bouleversements qu'a connus la scène internationale en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye et en Egypte, en dépit des changements qu'ont subis les économies américaine et internationale, en dépit de l'évolution de notre situation intérieure et de nos partis politiques, en dépit de la propension des républicains à pratiquer l'auto-immolation par le feu, et en dépit même de sa réélection triomphale. L'homme qui nous promettait le changement n'a lui-même

pas changé, et il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que sa politique change beaucoup dans les trois ans qu'il lui reste à accomplir en tant que président.

Pendant trois semaines, en octobre, les services fédéraux ont été fermés à cause du "shutdown". Cette paralysie, difficilement compréhensible pour un Européen, est-elle le symptôme d'une profonde crise démocratique ?

Elle est symptomatique de la crise que s'est auto-infligée le Parti républicain, et également dans une moindre mesure le Parti démocrate, mais elle n'est pas révélatrice d'une crise de la démocratie elle-même. Si notre système parlementaire était multipartite, ce blocage du fonctionnement gouvernemental n'aurait jamais eu lieu. Mais il est bipartite, et une minorité peut imposer un blocage à la majorité par le jeu de l'obstruction parlementaire. Néanmoins, il y a bien crise de la démocratie américaine. Elle n'est pas due aux clivages politiques mais à l'influence sans précédent qu'exercent sur notre système électoral et législatif les multinationales, les industries bancaires, financières et médicales ainsi que les lobbys divers qui sont capables de dépenser chaque année des milliards de dollars afin de financer des groupes de pression et des « comités d'action politique » pour faire prévaloir leurs idées réactionnaires qui n'ont pour seul objectif que d'accroître leurs profits financiers - ce qu'ils peuvent désormais faire en toute légalité grâce à plusieurs décisions de justice récentes. Ces dernières années, ils ont réussi à faire élire des milliers de leurs agents au niveau local, au sein des Etats fédérés et à l'échelon fédéral, depuis les conseils municipaux jusqu'au Congrès. Du coup, le Parti républicain, spécialement au Congrès, s'est retrouvé profondément divisé entre les représentants du prétendu Tea Party à l'extrême droite, qui sont largement financés, et la vieille garde plus pragmatique de la frange conservatrice. Et, grâce à ces mêmes lobbyistes et autres comités d'action politique, les démocrates, en dépit de leur rhétorique de campagne populiste, sont en pleine banqueroute et ont cessé d'honorer leur allégeance traditionnelle à la classe ouvrière, aux Noirs et aux autres minorités ethniques, aux Hispaniques et à la classe moyenne blanche progressiste. Au Congrès, les deux partis reproduisent la voix de leur maître, en l'occurrence les grandes entreprises : les républicains en sont fiers et ne s'en cachent pas, les démocrates sont plus hypocrites et préfèrent faire ça discrètement. Tout cela a pour conséquence inattendue, et probablement indésirable pour les groupes de pression liés au grand capital, un retour de bâton qui voit le Parti républicain de plus en plus contrôlé par une bande de fanatiques de droite imbéciles élus depuis peu et fermés à tout compromis, y compris avec leurs propres chefs de file, tandis que les démocrates se sont conduits jusqu'à

ces dernières semaines comme des convives polis quoique indésirables à un dîner de charité en faveur des républicains. D'où le shutdown d'octobre dernier. Il est néanmoins intéressant de constater que, lorsque les cent membres du Sénat, contrôlé par les démocrates, ont enfin trouvé le courage d'en finir en décembre dernier avec la pratique de l'obstruction parlementaire, de telle sorte qu'une simple majorité de 51 voix puisse se substituer à la super-majorité de 67 voix prétendument requise jusqu'alors, les républicains ont fini par trouver le moyen de s'asseoir à la table des négociations et de se mettre d'accord avec leurs collègues démocrates sur un budget de deux ans, ainsi que sur les nominations de plusieurs juges et directeurs d'agences importantes de contrôle et de régulation, nominations voulues par Obama mais jusque-là retardées depuis un bon moment. Nous n'assisterons donc probablement pas à un nouveau shutdown. Du moins dans les deux ans qui viennent.

Pour vous, dans quel état se trouve la société américaine ?

Je pense que la société américaine est confrontée à deux défis majeurs et que sa survie en tant que démocratie républicaine dépend de la manière dont elle s'y attaquera. Le premier de ces défis est l'écart sans cesse croissant entre les 10% d'Américains qui s'enrichissent et les 90% qui s'appauvrissent un peu plus chaque année et se voient refuser l'accès à l'éducation, à la santé, aux transports publics, à l'emploi, au droit à un toit sur leur tête et à de la nourriture sur leur table ainsi qu'à une retraite garantie. Plus de 50 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté, et leur nombre augmente sans cesse.

Le second défi, ce sont les métastases du développement de l'Etat policier engendré par douze années de guerre contre le terrorisme, ainsi que l'incapacité ou le refus des gouvernements Bush et Obama de contrôler des agences de renseignement et de sécurité qui ne semblent pas se soucier le moins du monde de la protection des libertés au nom desquelles cette guerre est censée être menée. Des pratiques économiques et des mesures de surveillance étatiques et industrielles qui auraient été considérées comme obscènes et anticonstitutionnelles il y a cinquante ans sont désormais tenues pour normales et nécessaires à notre croissance économique ainsi qu'à notre sécurité personnelle. Du coup, nous sommes à deux doigts de nous transformer en un Etat policier ploutocrate qui n'aura plus de démocratie républicaine que le nom.

La grande réforme d'Obama sur la santé, l'Obamacare, est-elle pour vous un fiasco ?

C'est un fiasco si on la voyait au départ comme un système d'assurance-maladie moderne et géré par l'Etat, dans l'esprit du Medicaid, le programme de couverture médicale créé dans les années 1960 par Lyndon Johnson à l'intention des pauvres et des indigents. C'est un fiasco si

l'objectif initial était de créer un système comparable à celui dont bénéficient les citoyens de la plupart des pays industrialisés occidentaux. Mais cela n'a jamais été le but ou l'objet de cette réforme. C'est même tout le contraire. Personne ne souhaite un système d'assurance-maladie national, et surtout pas ceux qui disposent du pouvoir de le mettre en place : ni le secteur médical (les cliniques et hôpitaux publics et privés, les médecins et autres professionnels de la santé), ni les assureurs, ni l'industrie pharmaceutique, ni surtout les Américains riches qui ont les moyens de s'offrir une couverture santé privée. Il n'y avait donc que 50 millions d'Américains pour vouloir cette réforme, soit les pauvres et les indigents qui n'ont pas les moyens de se payer une assurance-maladie ou qui ne bénéficient d'aucune couverture en raison de leurs antécédents médicaux, les personnes qui ne sont pas couvertes par leur employeur et qui ne gagnent pas assez pour s'assurer dans le secteur privé, en d'autres termes les gens qui n'ont pas les moyens de financer de puissants lobbys à Washington. En lieu et place du système que nous devrions avoir, nous nous retrouvons avec une usine à gaz pour laquelle les dés étaient pipés dès le départ. Le programme qui en résulte est compliqué de manière totalement injustifiée par une foule d'exceptions, de restrictions et de cas particuliers, à tel point qu'il s'est révélé ingérable pour les ordinateurs censés inscrire les assurés.

Même si l'Etat fédéral s'affaiblit, les révélations de Snowden sur la surveillance mondiale par la NSA montrent qu'en matière de sécurité les Etats-Unis sont tout-puissants. Est-ce la victoire de Big Brother, et cela vous inquiète-t-il ?

Big Brother n'a pas encore remporté la partie, mais nous approchons rapidement du point de non-retour, et oui, cela m'inquiète. En tant que citoyen, en tant que voix critique qui dénigre parfois la politique de mon pays, en tant que défenseur des droits de l'homme dans mon propre pays comme à l'étranger, en tant qu'homme épris de vérité et en tant qu'écrivain. En révélant à quel point notre gouvernement nous espionne, nous écoute et lit nos échanges les plus intimes, que nous soyons américains ou étrangers, alliés ou ennemis déclarés, Edward Snowden nous a rendu un service sans équivalent à l'aune de l'histoire récente. Même Daniel Ellsberg, qui avait rendu publics des documents dérobés au Pentagone en 1971, n'avait pas autant mis en lumière la malfaisance et la propension au mensonge de notre gouvernement. La réaction première de nos dirigeants et des médias a été pour l'essentiel de crier au scandale et de réclamer au ministre de la Justice le scalp de Snowden. Heureusement, on commence depuis peu à entendre d'autres sons de cloche, qui sont en partie alimentés par la colère des gouvernements européens et sud-américains, dont les communications numériques et téléphoniques ont été interceptées par les filets de la NSA. Il semble bien que le Congrès et le

président devront bientôt restreindre le gigantesque système de collecte de données de la NSA sous la pression du scandale. Mais qui contraindra Facebook, Yahoo!, Google et toutes les autres multinationales privées à ne plus systématiquement recenser tout ce nous achetons ou « aimons », tous les voyages que nous effectuons, les endroits où nous dînons ou dormons la nuit, de manière à transformer en algorithmes facilement revendables toutes les données financières ou confidentielles de notre vie? Et aux Etats-Unis les grandes entreprises sont comme la NSA, elles ne rendent de comptes à personne si ce n'est à elles-mêmes et à leurs actionnaires.

Au bout de cinq ans, Obama n'a pas aboli le Patriot Act de George Bush ni fermé Guantànamo. Est-ce un scandale ?

C'est un scandale. Et c'est de la lâcheté de sa part.

Contrairement à son prédécesseur, Obama a démontré qu'il n'est pas un va-t-en-guerre. Pourtant, il a mis en place une guerre secrète en intensifiant le recours aux drones en Afghanistan, au Yémen et au Pakistan. Qu'en pensez-vous ?

En essayant de comprendre pourquoi Obama a de plus en plus systématiquement recours aux drones dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, il n'est pas inutile de garder à l'esprit le fait que, si John Kerry, le secrétaire d'Etat, n'avait pas évoqué - fortuitement, semble-t-il - l'éradication du stock syrien d'armes chimiques, déclaration que Poutine s'est empressé d'exploiter, Obama aurait été prêt à s'aventurer dans une guerre en Syrie dont ni les Américains ni les généraux de son état-major ne semblaient vouloir. Cela laisse entendre que, dans le domaine militaire, Obama peut être étrangement naïf et déconnecté de la réalité. Son manque d'expérience se fait sentir ici plus que sur n'importe quel autre sujet. Quand il ne s'en remet pas à l'avis de ses conseillers militaires les plus belliqueux comme en 2009 avec la montée en puissance militaire en Afghanistan, il semble surtout écouter des gens comme Hillary Clinton ou Samantha Power, qui n'ont aucune expérience du terrain. John Kerry, qui est un authentique héros de la guerre du Vietnam, avait l'air de ne pas être d'accord avec les ordres que lui donnait son patron, mais il faisait de son mieux pour lui obéir jusqu'à ce qu'il trouve le moyen de le faire dévier du chemin qui le menait à la guerre en Syrie, une guerre dont personne ne voulait hormis les Saoudiens.

Pour vous, Obama, en négociant secrètement avec l'Iran puis en signant un accord sur le nucléaire iranien, a-t-il réussi une avancée historique ?

Il est bien possible qu'il s'agisse ici de la décision la plus intelligente et la plus courageuse politiquement qu'il ait prise en matière de politique étrangère en cinq ans à la Maison-Blanche. Il n'est pas facile de dire à qui

on doit ce changement de cap face à l'Iran, mais il reflète la volonté d'Obama de prendre petit à petit ses distances avec la politique de Benyamin Netanyahou depuis son entrée en fonction. On ne peut qu'être favorable à cette évolution. Néanmoins, la stratégie, la tactique d'Obama n ce qui concerne le Moyen-Orient semble toujours relever du coup par coup et ne pas répondre à une vision cohérente à long terme. On a le sentiment que les décisions prises sont fonction de l'avis des conseillers du président selon l'analyse qu'ils font de la politique intérieure américaine à un moment donné. S'il y a une chose qu'il fallait bien reconnaître à George W. Bush, c'est qu'il avait une vision cohérente et à long terme reposant sur un sens de l'histoire. Malheureusement, cette vision était purement eschatologique et apocalyptique au sens chrétien du terme.

Obama paraît obsédé par la Chine et le Pacifique, quitte à négliger le Moyen-Orient et l'Europe - et à se désintéresser manifestement de la Syrie et de l'Ukraine. Est-ce la bonne stratégie ?

C'est vrai qu'il ne semble pas beaucoup s'intéresser à l'Ukraine, comme s'il appartenait à la seule Europe de se soucier de cette question. Et il se peut qu'il ait raison. L'Ukraine est peut-être à l'Europe ce que le Venezuela est aux Etats-Unis: dans cette période post-guerre froide, les Etats-Unis n'ont peut-être pas davantage de raisons de s'intéresser aux histoires de famille entre la Russie et l'Union européenne que cette dernière n'en a de se préoccuper de nos relations commerciales avec les régimes gauchistes d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Même s'il ne le fait pas toujours à bon escient et même s'il manque de cohérence stratégique, Obama s'intéresse de près à la guerre civile en Syrie, et il n'est pas moins impliqué dans les affaires du Moyen-Orient que ses prédécesseurs, bien qu'il soit manifestement réticent à poursuivre la politique de Bush qui consistait à imposer des démocraties capitalistes à l'occidentale en provoquant des «changements de régime ». Et il ne se désintéresse pas complètement de l'Europe, comme le prouve la délectation avec laquelle son administration a mis sur écoute les téléphones et les e-mails des dirigeants, des Premiers ministres et des grandes entreprises européennes. Il serait peut-être plus collégial et plus efficace s'il se désintéressait vraiment d'elle. Quant à son implication dans le Pacifique face à la Chine, et également la Corée du Nord, elle relève tout simplement de la realpolitik. L'Asie orientale et la région du Pacifique sont le point de fixation de toutes les angoisses américaines relatives à l'équilibre des pouvoirs dans le futur, ne serait-ce que parce que nous sommes parfaitement conscients des ambitions et de la capacité prochaine de la Chine à disputer aux Etats-Unis le statut de première puissance économique et militaire au monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS ARMANET ET GILLES ANQUETIL